



Agence Française
de Développement
Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

Kaléidoscope

Editorial

Kaléidoscope, nouvelle formule

La revue bibliographique mensuelle proposée par les documentalistes d'AGC à ses lecteurs, internes et externes à l'AFD, poursuit son évolution. Soucieux de mieux cibler la couverture de la littérature consacrée au développement, notamment dans le contexte de préparation du futur plan d'orientation stratégique de l'Agence, nous vous proposons un réaménagement des rubriques de la revue.

Les choix bibliographiques de l'équipe s'articuleront désormais autour de trois grands chapitres : *Défis mondiaux*, *Géographies* et *Organisations*, chacun traité selon deux angles qui varieront à chaque numéro. Thèmes, espaces et acteurs : autant d'entrées qui - au fil des parutions - nous permettront de vous proposer un panorama de la diversité des grilles de lecture et des points de vue sur le développement.

Dans la rubrique *Défis mondiaux* seront sélectionnés chaque mois deux thèmes liés à la problématique des biens publics mondiaux ou, plus généralement, aux grands défis qui devraient déterminer les orientations des politiques des bailleurs dans les années à venir. Migrations et biodiversité sont au sommaire de ce premier numéro.

Géographies, mettra l'accent sur deux régions : aujourd'hui Petites économies insulaires et Afrique de l'Ouest, tandis que la rubrique *Organisations* examinera pour ce premier numéro deux types d'acteurs : le secteur privé et l'OMC.

Enfin, une rubrique sera systématiquement consacrée au suivi des *Débats sur l'aide* au développement. Que font les autres bailleurs ? Quels sont les enjeux d'un accroissement de l'aide ? L'harmonisation des pratiques est-elle un gage d'efficacité ? Etc.

Chaque numéro se terminera par le choix d'AGC, une sélection de trois publications ayant particulièrement retenu notre attention, soit pour leur caractère synthétique ou pédagogique sur une question précise, soit par l'originalité de leur approche.

Sans prétendre donner sur chaque sujet une revue de littérature, Kaléidoscope souhaite offrir des repères utiles dans l'abondance de l'offre éditoriale intéressant les métiers de l'AFD - une invite à suivre l'actualité des publications et à découvrir en peu de temps quelques ouvrages ou articles de référence, disponibles au Centre de documentation.

Les documentalistes d'AGC

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Biodiversité
- Migration

GEOGRAPHIES

- Economies insulaires
- Afrique de l'Ouest

ORGANISATIONS

- Entreprises
- OMC

DEBATS SUR L'AIDE ■ The Market for Aid ■ L'aide publique française au développement et la politique de coopération au développement : état des lieux, analyses et propositions ■ Increased Aid: Minimising Problems, Maximising Gains

A NE PAS MANQUER ■ Géopolitique du Congo ■ Le rôle central de l'industrie de la volaille dans la crise de la grippe aviaire ■ L'économie mondiale 2006

Défis mondiaux

Biodiversité

L'ouvrage

Manuel pour la création de marchés de la biodiversité : principaux enjeux
OCDE, 2005, 200 p. - Cote H4.264

L'érosion de la biodiversité a des conséquences très diverses. Ce sont le mode de vie et les moyens de subsistance qui sont affectés par le recul de la biodiversité, avec des coûts mesurables élevés. Trouver un juste milieu entre la conservation ou l'utilisation durable de la biodiversité et son appauvrissement nécessite de prendre en compte tous les effets de sa destruction. C'est en mettant cette perte en balance avec tout avantage éventuel que l'on peut assurer l'optimisation du bien-être social et économique de chacun. Les systèmes économiques fondés sur le jeu du marché rendent cette pondération possible. Mais il faut pour cela que l'ensemble des incidences du recul de la biodiversité ou de son utilisation soient pleinement internalisées dans les transactions marchandes.

Le rapport web

Ecosystems and human well-being: Biodiversity synthesis
Millenium Ecosystem Assessments, 2005 - 100 p.

Ce deuxième rapport du Millennium Ecosystem Assessments a été réalisé pour la Convention sur la Diversité Biologique. Il confirme que la variété et le nombre d'espèces ont considérablement diminué au fil des ans. Les changements en matière de biodiversité causés par l'activité humaine ont été plus rapides au cours des 50 dernières années qu'à tout autre moment de l'histoire. L'étude dénonce d'ailleurs l'activité humaine comme principale cause du déclin de plusieurs espèces : pollution, changements climatiques, exploitation excessive des ressources, hausse des espèces envahissantes, etc. Au cours du dernier siècle, les extinctions d'espèces, attribuables à l'être humain, se sont fortement multipliées. Ainsi, le parc pisci-

cole a connu une chute de 90 % depuis le début de la pêche industrielle. Désormais, 12 % des oiseaux, 23 % des mammifères, 25 % des conifères et 32 % des amphibiens seraient menacés d'extinction. Malgré ces constats désolants, un espoir demeure, lié toutefois à une réelle prise de conscience.

L'article

Lancement d'une nouvelle alliance pour combattre la dégradation des sols en Afrique : TerrAfrica
BANQUE MONDIALE, 2005, 6 p.

En Afrique, environ 65 % de la population est concernée par la dégradation des sols, et, chaque année, l'appauvrissement des terres et de leur teneur en nutriments coûte à l'Afrique subsaharienne plus de 3 % de son PIB agricole. Devant ce constat, la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, à sa septième session tenue à Nairobi, le 24 octobre 2005, a annoncé la formation d'un nouveau partenariat "TerrAfrica", la plus vaste alliance de ce type jamais créée pour s'attaquer au problème de la dégradation des sols et renforcer la gestion durable des terres dans toute la région. L'objectif de ce partenariat est de mobiliser des investissements d'un montant au moins de 4 milliards de dollars sur une période de 12 ans. TerrAfrica contribuera en outre à la réalisation des objectifs du NEPAD, à savoir obtenir des gains de productivité agricole de 6 % par an et l'affectation de 10 % au moins des budgets nationaux à l'agriculture. L'initiative favorisera également les progrès en direction des Objectifs de développement pour le Millénaire qui visent à réduire la pauvreté, à assurer un environnement durable et à mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Défis mondiaux

Migrations

L'ouvrage

La mobilité internationale des compétences : situations récentes, approches nouvelles

Nedelcu, M. - 2005, 271 p. - **Cote H2.174**

Cet ouvrage réunit les communications présentées au colloque "La mobilité internationale des compétences : fuite ou circulation ?", organisé par l'Institut de Sociologie de l'Université de Neuchâtel et le Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, avec le soutien de la Commission nationale suisse pour l'UNESCO. Ce colloque a engagé une réflexion pluridisciplinaire autour du renouvellement de la pensée scientifique sur le thème de la mobilité internationale des élites professionnelles. Il a permis d'aborder les formes nouvelles de mobilités, les pratiques créatrices des migrants qualifiés, les enjeux associés à ces migrations ainsi que les réponses politiques qui leur sont adressées. L'ouvrage s'articule autour des axes thématiques mis en perspective par le colloque : stratégies locales et transnationales des migrants qualifiés ; politiques migratoires et enjeux de développement.

Le rapport web

Les migrations dans un monde interconnecté : nouvelles perspectives d'action - Rapport de la Commission mondiale sur les migrations internationales

Commission mondiale sur les migrations internationales (GCIM), 2005 - 107 p.

Dans ce rapport la Commission souligne les liens entre les migrations et d'autres questions mondiales telles que le développement, le commerce, l'aide, les droits de l'homme et la sécurité. Elle indique que les questions migratoires ne peuvent être abordées de manière isolée ou au seul moyen de politiques migratoires. Le rapport explique que le nombre de migrants internationaux s'est élevé de 75 millions à quelque 200 millions durant les 30 dernières années et qu'aujourd'hui les migrants sont présents dans toutes les régions du monde. La Commission propose un

L'AGENDA

- 9-12 avril 2006 - Rendez-vous mondial des biotechnologies et des sciences du vivant, BIO (Biotechnology Industrie Organization), Chicago, Etats-Unis
- 11-12 avril 2006 - Désertification, faim et pauvreté, IUED (Institut Universitaire d'études du développement), Genève, Suisse
- 26-28 avril 2006 - Atelier sur les aspects économiques de la biodiversité - Direction de l'environnement OCDE, OAXA CA, Mexique
- 1er-12 mai 2006 - 14ème Session de la Commission du développement durable, ONU, New York, USA
- 18-19 mai 2006 - Forum "Immigration Futures", Monash University Prato Centre, Toscane, Italie

cadre d'action large, cohérent et mondial, basé sur six principes généraux et un certain nombre de recommandations similaires, couvrant le rôle des migrants dans un marché mondial du travail, les migrations et le développement, les migrations irrégulières, les migrants au sein de la société, les droits humains des migrants et la gouvernance des migrations.

L'article

La Tunisie entre transit et immigration : politiques migratoires et conditions d'accueil des migrants africains à Tunis

Boubakri, H. ; Mazzella, S. - Autrepart, n° 36, 2005, pp. 149-165

L'article présente les premiers résultats d'une enquête de terrain portant sur les conditions d'accueil et le projet de mobilité des ressortissants des pays subsahariens dans la capitale tunisienne, à un moment de changement de politique migratoire. La première partie revient sur le contexte migratoire des pays maghrébins durant la dernière décennie. La seconde partie rend compte d'une diversité sociale de migrants noirs africains dans le grand Tunis et du vécu des migrants dans la Tunisie d'aujourd'hui. L'analyse des auteurs s'inscrit dans ce contexte, tout en considérant les retombées migratoires du développement de la coopération économique et scientifique réalisé ces dernières années en direction de l'Afrique, et les pratiques ordinaires des migrants africains à Tunis.

Géographies

Economies insulaires

L'ouvrage

Inégalités et spatialité dans l'océan Indien : actes du colloque de Saint-Denis de la Réunion, 24-26 novembre 2004

Université de la Réunion, 2005, 420 p. - Cote ZOI.001

Les îles et pays bordiers de l'océan Indien montrent des niveaux de développement, des économies, des populations, des organisations politiques, des conditions physiques dissemblables. Ces différences se déclinent surtout en termes d'inégalités : dans le revenu par habitant, les ressources, l'espérance de vie, l'accès au savoir et aux soins, l'aménagement et le développement des territoires, l'aide au développement, l'insertion mondiale. Ces disparités s'inscrivent dans l'espace géographique à différentes échelles. L'objectif de ce colloque international était de les lire à l'intérieur des trois cercles formés par La Réunion, les pays de la COI, les autres îles et pays bordiers de l'océan Indien, à partir de sensibilités disciplinaires différentes. Trente et une communications rassemblées dans cet ouvrage sous les rubriques : histoire et littérature, santé et éducation, urbanisation et organisation de l'espace, société et culture, tourisme et économie, développement et aménagement du territoire, analysent les manifestations les plus marquantes de ces inégalités dans leurs relations à l'espace. Les facteurs explicatifs mettent en lumière le poids de l'histoire, mais aussi l'impact des options actuelles de développement.

Le rapport web

Réunion ministérielle spéciale sur la sécurité alimentaire et le développement durable dans les petits Etats insulaires en développement

FAO, 2005, 41 p.

Ce document présente un problème commun aux petits Etats insulaires en développement (PEID), celui de la vulnérabilité, qui touche leur sécurité alimentaire et leur développement durable. Il résume les discussions qui ont porté

sur ce sujet dans les enceintes internationales et examine les réponses du secteur agricole, y compris celles de la FAO, aux stratégies et mandats issus de ces discussions. Il reconnaît le rôle essentiel des produits agricoles de base traditionnels dans les économies des PEID et l'impact des mutations de l'environnement commercial international, surtout dans les zones rurales. Il prend acte de la contribution des institutions locales au développement de systèmes alimentaires résilients. Il examine enfin tout particulièrement les questions relatives à la sécurité alimentaire et à la durabilité, et leur lien avec la résilience et la vulnérabilité dans les PEID.

L'article

Le commerce international de la banane : entre évolution et révolution

CIRAD, Fruitrop, n° 129, 2005, 19 p.

L'analyse du commerce international de la banane (14 millions de tonnes) met en lumière l'influence de l'Union européenne sur les grands équilibres mondiaux. Cette zone économique a développé depuis 1993 une organisation commune des marchés de la banane (OCMB) basée sur un système contingentaire qui a su conserver un équilibre précaire entre des origines ayant des niveaux de compétitivité différents et réaliser en douceur le marché unique bananier. Pourtant, l'opposition à ce système, qu'elle soit interne ou externe à l'UE, a conduit cette OCMB à se retrouver condamnée à de nombreuses reprises par l'OMC. Elle a été ainsi plusieurs fois réformée et fragilisée. Au premier janvier 2006, l'OCMB devrait évoluer vers un système uniquement tarifaire pour les pays tiers hors ACP et un contingentement à droits nuls pour les ACP et ainsi parfaire la déréglementation quasi totale du marché européen.

Géographies

Afrique de l'Ouest

L'ouvrage

L'aménagement au défi de la décentralisation en Afrique de l'Ouest

Coll, J.-L. ; Guibbert, J.-J., 2005, 305 p. - Cote ZAO.013

Elaboré à partir de contributions de chercheurs et de praticiens impliqués dans l'aménagement et le développement en Afrique de l'Ouest, cet ouvrage a pour premier objectif de jeter les bases de savoirs et savoir-faire constitutifs de nouvelles cultures et pratiques du développement des territoires. Il a ainsi pour ambition de contribuer à la reconnaissance scientifique et professionnelle de démarches interdisciplinaires longtemps occultées par des conceptions sectorielles et centralisées du développement. La diversité des sujets et des problématiques abordés en est le témoignage. Au-delà de la simple mobilisation de connaissances relatives à une aire géographique, il a pour second objectif de mettre la démarche comparatiste au service d'une compréhension plus universelle de la diversité, d'enrichir et d'interroger celles et ceux qui, au Nord comme au Sud, sont impliqués dans le développement des territoires.

Le rapport web

Economie familiale et innovation agricole en Afrique de l'Ouest : vers de nouveaux partenariats

Sibiri Zoundi, J. ; Hitimana, L. ; Hussein, K., 2005, 106 p.

L'économie familiale occupe une place prépondérante dans les économies des pays de l'Afrique de l'Ouest et joue un rôle déterminant pour répondre aux besoins de cette population. Ce type d'agriculture en Afrique de l'Ouest est soumis depuis plusieurs années à d'importants changements dus à des facteurs physiques et naturels, socio-économiques et politiques agissant tant au niveau national et régional qu'international. Cette étude vise à identifier les contraintes auxquelles est confrontée l'agriculture familiale, en particulier les producteurs vulnérables, les jeunes, les migrants et les femmes, pour accéder à l'in-

L'AGENDA

- 12-13 avril 2006 - Réunion des ministres des Finances de la Zone Franc, Libreville, Gabon
- 17-28 avril 2006 - Ateliers : Banking and Finance in Small States: Issues and Policies, Sids net (UN DESA), La Valette, Malte
- 24-27 avril 2006 - Salon international des industries et techniques agro-alimentaires, Dakar, Sénégal
- 25-29 avril 2006 - 8ème Conférence annuelle sur le développement durable du tourisme dans la Caraïbe, San Juan Porto Rico

novation agricole. Elle présente par ailleurs des études de cas de partenariats réussis "gagnant-gagnant" entre producteurs, organisations de producteurs, agrobusiness et services publics.

L'article

Intranet gouvernemental : un pari pour renforcer l'efficacité de l'administration et réduire les coûts (Sénégal)

Lixi, M. ; Wane, S. - Echos de la Banque mondiale, n° 3, 2005, pp. 17-18

Au travers du Programme de Modernisation des Systèmes d'Information de l'Administration (PMSIA) lancé en 2000, le gouvernement sénégalais a voulu moderniser les services clés de l'administration publique pour les rendre plus efficaces, accessibles et transparents. L'intranet gouvernemental, action phare du PMSIA, est effectif depuis 2005. Le bâtiment administratif principal, siège du gouvernement, est désormais relié à quatorze ministères. L'intranet est également mis à disposition dans la capitale, dans tous les services des douanes, de la poste, du ministère des Finances et dans une université. L'impact le plus significatif du PMSIA se traduit principalement par l'accroissement de l'efficacité du service public et le changement de comportement qui en découle. Le PMSIA a posé les premiers jalons de la modernisation physique de l'administration sénégalaise, mais il reste encore à étendre le réseau sur l'ensemble des régions.

Organisations

Entreprises

L'ouvrage

Le management des risques de l'entreprise : cadre de référence, techniques d'application

Institut de l'audit interne ; Pricehousecoopers ; Landwell & Associés, 2005, 338 p. - Cote T2.185

Un ouvrage complet sur le processus de management des risques destiné à un large public ; un modèle global structuré construit sur le socle du premier rapport COSO (Committee of Sponsoring Organisations) vu sous l'angle de la gestion des risques ; un ensemble d'outils pratiques facilitant l'appropriation et la mise en œuvre des concepts. Traduction du second rapport COSO, ce livre est un véritable outil pour les dirigeants confrontés à la complexité opérationnelle du management des risques. Adaptable à toutes les organisations, il constitue un socle méthodologique indispensable pour tous les professionnels de la gestion des risques ainsi que pour les auditeurs et consultants internes et externes. Dans un environnement économique fortement concurrentiel et en constante évolution, cet ouvrage ne s'intéresse pas uniquement à la gestion des risques mais contribue aussi à identifier puis exploiter les opportunités nouvelles, source d'avantages concurrentiels.

Le rapport web

Industrial Development Report 2005: Capability building for catching-up

ONUDI, 2005, 204 p.

Les décideurs des pays en développement sont confrontés à des contraintes qui n'existaient pas pendant les années 1970 et 1980. Les règles commerciales actuelles limitent la portée des instruments d'intervention traditionnels que peuvent utiliser les pays qui cherchent à améliorer leur productivité et leurs revenus, spécialement dans des domaines aussi critiques que ceux de l'assimilation des technologies de la promotion des exportations. Cependant, selon le Rapport sur le développement indus-

triel 2005 de l'ONUDI, cet obstacle n'est pas insurmontable, en ce sens que beaucoup d'instruments d'intervention pouvant contribuer à renforcer les capacités institutionnelles et le secteur privé nationaux ne sont pas dans le collimateur de l'OMC. Aussi existe-t-il de larges possibilités de promouvoir le développement national qui restent pour l'essentiel inexploitées, faute d'outils permettant d'évaluer les besoins de renforcement des capacités et de mettre en œuvre des politiques dans ce domaine.

L'article

Financement des entreprises et marchés financiers en Euro-Méditerranée : enjeux et besoins

Jokunfo, O. ; Paraque, B. ; Romerio, P., *Techniques financières & développement*, n° 81, 2005, pp. 2-17

Répondre aux enjeux de développement posés par le processus de Barcelone dépend de la cohérence du tryptique "mise à niveau-gouvernance-système financier". Il est illusoire de croire pouvoir réorienter l'épargne régionale sur des projets locaux par le simple développement des marchés émergents. Ceux-ci ne constitueront des leviers d'actions économiques que s'ils s'appuient sur des possibilités d'arbitrage réelles fondées sur la possibilité de décider sur la base d'une information partageable. Pour cela, l'enjeu de la gouvernance est déterminant, tant pour asseoir la confiance des acteurs que pour assurer la coordination d'ensemble. La possibilité offerte aux PME de se développer et de contribuer à la mise à niveau ne pourra pas se faire sans une amélioration de la lisibilité économique des choix d'investissement, fondée sur des principes de gouvernance acceptés et contrôlés dans leur mise en œuvre.

Organisations

OMC

L'ouvrage

Rapport annuel 2005

OMC, 2005, 522 p. - Cote ORI

L'année 2005 marque le dixième anniversaire de l'OMC. A cette occasion, la section spéciale du rapport annuel 2005 présente les aspects les plus marquants des travaux accomplis, la principale réalisation étant le lancement du Programme de développement à Doha (Qatar) en 2001. Actuellement, les 148 membres de l'OMC représentent plus de 90% du commerce mondial. Selon le rapport, la mise en place de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) peut être considérée comme un jalon dans l'histoire du système commercial multilatéral, comparable à la création en 1947/48 du GATT. Deux rubriques ont particulièrement retenu notre attention : la coopération technique et la formation ; la partie développement. Le programme de Doha pour le développement (PDD) a fait de l'assistance technique liée au commerce une fonction centrale de l'OMC. Concernant le développement, l'activité de l'OMC s'exerce sur les questions de politique liées à la participation des pays en développement, notamment les PMA, au système commercial multilatéral.

Le rapport web

La Conférence ministérielle de Hong Kong : retour sur la négociation agricole

Alpha, A. ; Faucheux, B. ; Wagner, A., 2005 - 23 p.

L'analyse de l'accord conclu à Hong Kong montre, sur le plan de l'accès au marché, que le traitement spécial et différencié (TSD) pourrait passer par deux nouveaux mécanismes, les produits spéciaux et le mécanisme de sauvegarde spécial, même si tout reste à faire pour les concrétiser. L'accès au marché des PMA devrait s'améliorer avec l'élargissement de Tout sauf les armes (TSA), même si l'on peut craindre que le fait qu'il porte sur 97 % seulement des lignes tarifaires ne vide ce dispositif de

L'AGENDA

- 4-6 avril 2006 - Journées Commerce électronique, Benchmark Group, Suresnes, France
- 18-20 avril 2006 - Conseil du commerce et du développement, CNUCED, Genève, Suisse
- 24-26 avril 2006 - Ensemble pour une stratégie de croissance accélérée - UBIFRANCE semaine française à Dakar, Sénégal
- 24-28 avril 2006 - Groupe consultatif du Centre de commerce international, CNUCED/OMC, Genève, Suisse

son contenu. Enfin, le plus difficile reste encore à négocier : les pourcentages de réduction tarifaire qui détermineront le niveau d'érosion des préférences. La majorité des soutiens à l'agriculture des pays développés est actuellement classée dans cette boîte, *a priori* non distortive mais permettant dans la pratique aux producteurs de vendre en dessous de leur coût de production. Le volet concurrence à l'exportation s'est essentiellement focalisé sur les subventions à l'exportation de l'Union européenne, en fixant une date de suppression (2013), soumise à la condition du parallélisme dans la réduction des soutiens d'effet équivalent utilisés par les pays développés.

L'article

Un cycle de négociations commerciales pour le développement ?

Stiglitz, J. ; Charlton, A., *Revue d'économie du développement*, n° 4, 2005, pp. 17-54

L'orientation pour le développement du cycle de Doha a émergé d'un nouvel esprit de responsabilité vis-à-vis des défis auxquels font face les pays pauvres et des sentiments d'iniquité engendrés par les cycles de négociations commerciales antérieurs. Cette étude propose une nouvelle orientation pour le cycle de Doha, fondée sur des principes d'équité sociale. Elle analyse le programme des négociations commerciales du point de vue d'une série de principes et présente des priorités en faveur du développement, qui devraient être au cœur du cycle de Doha, afin d'assurer l'adhésion générale aux programmes de réformes commerciales et de libéralisation.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

The Market for Aid

Klein, M. ; Hartford, T., 2005, 143 p. - Cote R3.135

Cet ouvrage analyse les différentes questions d'actualité relatives à l'aide au développement. Les auteurs affirment que l'aide au développement connaît actuellement une mutation, que les anciens modèles de l'aide subissent une pression, et qu'à l'avenir, tant les bailleurs de fonds que les bénéficiaires exigeront davantage de la part des agences de développement. Le chaos engendré par la concurrence et la recherche de nouvelles idées effraie certains et risque d'être préjudiciable aux populations censées bénéficier de l'aide. Cependant, émerge, en même temps, une formidable possibilité de mettre cette concurrence au service de l'amélioration de la performance en termes de lutte contre la pauvreté. Les auteurs prônent la rigueur dans les méthodes d'évaluation et le recours au secteur privé pour une aide plus efficace.

Le rapport web

L'aide publique française au développement et la politique de coopération au développement : état des lieux, analyses et propositions

Coordination Sud, 2005, 166 p.

L'évolution récente de l'APD française est marquée par un paradoxe. Elle dégage peu de ressources nouvelles pour le financement du développement mais s'inscrit en hausse. Dans ce rapport, les auteurs démontrent que cette augmentation est surtout la conséquence d'une mise en œuvre de plans d'annulation de dettes, décidés au niveau multilatéral et qui relèvent d'un simple effacement comptable de créances impayables, n'ayant qu'un impact très limité pour les pays "bénéficiaires". Par ailleurs, une part importante des dettes a été générée par une politique active de soutien aux exportations françaises, dont la logique est clairement distincte du développement. En outre, depuis quelques années, l'APD est marquée par la forte croissance de certains agrégats statistiques (accueil des réfugiés, écolage, dépenses à destination de Territoires d'Outre Mer (TOM)). L'APD "réelle" de la France ne représenterait ainsi que 44,4 % de son APD officielle.

L'AGENDA

- 3 avril 2006 - Consultations franco-néerlandaises en matière de développement, Pays-Bas - France, Paris, France
- 3-5 avril 2006 - Réunion annuelle, Banque Interaméricaine de Développement, Belo Horizonte, Brésil
- 5 avril 2006 - High Level Meeting, Comité de l'Aide au Développement de l'OCDE, Paris, France
- 6-7 avril 2006 - Conférence sur les bailleurs émergents, Ministère des finances de Russie avec appui CAD Banque Mondiale, Moscou, Russie
- 22-23 avril 2006 - Comité du Développement, Banque mondiale/FMI, Washington, Etats-Unis
- 22-23 avril 2006 - Réunion conjointe de printemps, Banque mondiale/FMI, Washington, Etats-Unis

L'article

Increased Aid: Minimising Problems, Maximising Gains

Manor, J. et al., IDS Bulletin, n° 3, vol. 36, 2005, 107 p.

Ce numéro regroupe des articles qui examinent les opportunités et surtout les dangers que pourrait induire une augmentation substantielle du montant de l'aide au développement. Les diverses contributions passent en revue la capacité d'absorption limitée des pays bénéficiaires ainsi que les risques que comporte le processus nécessairement lent, délicat mais essentiel de réforme de la gouvernance. Plusieurs problèmes sont identifiés du côté des bailleurs, tels que ceux inhérents à la relation d'aide, y compris ceux de la fragmentation des décaissements, de l'impéritie des bailleurs. L'assertion selon laquelle une augmentation des décaissements peut mettre fin à la dépendance des pays bénéficiaires est remise en question. Certains auteurs affirment qu'une augmentation brutale, à court terme, du montant de l'aide pourrait susciter la déception à moyen terme et se révéler inefficace.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Géopolitique du Congo (RDC)

Crox, M.-F. ; Misser, F., 2005, 420 p. - **Cote ZAC.008**

Après trente-deux années de dictature mobutiste et une décennie de guerre, le Congo-Kinshasa doit organiser ses premières élections libres depuis l'indépendance de 1960. C'est le moment qu'ont choisi deux spécialistes du sujet pour situer les enjeux et les chances pour ce vaste pays de s'engager enfin sur la voie de la stabilisation et de reconstruire un État. Il s'agit d'un véritable défi, au vu de la profondeur de la crise économique, éthique et politique qui perdure dans ce pays, objet de toutes les convoitises et en passe de devenir le plus peuplé des Etats francophones. La stabilité du Congo est indispensable à celle de ses neuf voisins, et l'exploitation de son potentiel hydroélectrique est l'un des principaux axes du Nouveau Programme économique pour le développement de l'Afrique. Mais l'enjeu est aussi planétaire, compte tenu de la richesse de la biodiversité du Congo et de l'abondance de ses minerais stratégiques.

L'ouvrage

L'économie mondiale 2006

CEPII, 2006, 128 p. - **Cote E4.356**

Ce bilan annuel de l'économie mondiale publié dans la collection Repères propose un état de la conjoncture et des tendances des différentes régions du monde, des analyses sur des thèmes majeurs (hégémonie du dollar, agriculture chinoise, localisation des entreprises, etc.), les principaux chiffres sur une soixantaine de pays et une chronologie. Une synthèse claire et rigoureuse.

Le rapport web

Le rôle central de l'industrie de la volaille dans la crise de la grippe aviaire

GRAIN, 2006 - 19 p.

Ce n'est pas la volaille de basse-cour ou la volaille élevée en plein air qui alimente la vague actuelle de cas de grippe aviaire sévissant dans plusieurs endroits du monde. La souche mortelle H5N1 de la grippe aviaire est essentiellement un problème de pratiques d'élevage de volaille industrielles. Son épïcêtre se trouve dans les fermes d'élevage industriel de Chine et d'Asie du sud-est et, alors que les oiseaux sauvages peuvent transporter la maladie, au moins sur de courtes distances, son vecteur principal est l'industrie avicole multinationale extrêmement automatisée qui envoie ses produits et les déchets de ses élevages autour du monde par une multitude de canaux. Les petits éleveurs de volaille et la diversité biologique ainsi que la sécurité alimentaire locale qu'ils soutiennent souffrent pourtant sévèrement des retombées de cette crise. Et, pour aggraver les choses, les gouvernements et les organismes internationaux, suivant les hypothèses éronnées sur la manière dont la maladie se répand et s'amplifie, continuent à prendre des mesures pour imposer le confinement et poussent à industrialiser davantage le secteur avicole. Dans la pratique, ceci signifie la fin de l'aviculture à petite échelle qui fournit la nourriture et les moyens d'existence à des centaines de millions de familles à travers le monde. Cette étude apporte une nouvelle perspective sur l'histoire de la grippe aviaire qui conteste les hypothèses actuelles et remet les projecteurs là où ils devraient être : sur l'industrie multinationale de la volaille.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : santé, agriculture
- GEOGRAPHIES : Maghreb, Asie
- ORGANISATIONS : Banque mondiale, ONG

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagoflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction Véronique SAUVAT

Coordination Annie LOPEZ-PORTZER, Véronique SAUVAT

Réalisation Alfred HUC, Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page** : Francine GILBERT

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43